

Marche unitaire le 23 septembre 2023

Uni·es contre les violences policières, le racisme systémique et pour les libertés publiques.

Le meurtre de Nahel, tué par un policier à bout portant le 27 juin 2023 à Nanterre, a mis de nouveau la lumière sur ce qui doit cesser : le racisme systémique, les violences policières, et les inégalités sociales que creuse la politique de Macron. Une politique néolibérale imposée par des méthodes autoritaires, des lois sécuritaires et une doctrine du maintien de l'ordre décriée jusque dans les plus grandes instances internationales. Une politique régressive qui fait le lit de l'extrême- droite et piétine toujours plus nos libertés publiques, notre modèle social, notre avenir face à l'effondrement écologique.

Nos organisations syndicales, associations, collectifs et partis politiques se mobilisent ensemble dans la durée pour la convergence des justices antiraciste, sociale et écologique, féministes et pour que cessent les politiques sécuritaires et anti sociales. La crise démocratique, sociale, politique que nous traversons est très grave. Nous ne pouvons accepter qu'il y ait encore d'autres morts comme Nahel, ou d'autres blessé.es, victimes des violences policières. **Nous appelons à un rassemblement devant la préfecture de Laval, ce samedi à 11h**, pour faire front ensemble contre la répression des contestations sociales démocratiques et écologiques, pour la fin du racisme systémique, des violences policières, et pour la justice sociale climatique, féministe et les libertés publiques.

Nous exigeons des réponses immédiates et dans l'urgence :

- abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre
- une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement
- le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique
- la création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police

- un plan d'investissement public ambitieux dans les quartiers populaires et sur l'ensemble du territoire pour rétablir les services publics, le financement des associations et des centres sociaux.

Marchons toutes et tous ensemble le 23 septembre.

En Mayenne, associations, syndicats et partis signataires : CGT, FSU, Solidaires, EELV, LFI, NPA, POI, libre pensée
avec le soutien de la section mayennaise de la LDH

